

Le roi Salman s'adresse à l'Assemblée générale des Nations Unies: Le Royaume continue de faire face aux idéologies extrémistes et aux pratiques des milices et groupes terroristes

Dans son discours devant la 76^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations Unies le mercredi 22 septembre 2021, le Serviteur des deux Saintes Mosquées, le roi Salman bin Abdulaziz, a indiqué que le Royaume continue de faire face à l'idéologie extrémiste fondée sur la haine et l'exclusion, ainsi qu'aux pratiques des groupes terroristes et des milices sectaires qui détruisent les peuples et les nations. Il a souligné l'importance pour la communauté internationale d'être ferme face à tous ceux qui soutiennent, parrainent, financent ou hébergent ces groupes ou les utilisent pour semer le chaos et étendre leur hégémonie.

Le Roi a renouvelé l'attachement du Royaume aux principes de légitimité internationale, du respect de la souveraineté nationale des États et la non-ingérence dans leurs affaires, tout en se réservant le droit de se défendre contre les attaques aux missiles balistiques, drones et bateaux piégés de la milice houthi.

Dans son discours, le roi Salman a rappelé que le Royaume a présenté en mars 2021 une initiative pour mettre fin au conflit au Yémen, mais que la milice terroriste houthi continue de rejeter toute solution pacifique, chercher à contrôler plus de terres au Yémen, attaquer les civils saoudiens et menacer la navigation et l'approvisionnement énergétique internationaux 🌸



Le chef d'état-major mauritanien et le commandant des forces terrestres des EAU visitent la CIMCT



Le **secrétaire général** désigné de la CIMCT, le Major Général Pilote Mohammed bin Saeed Al-Moghidi, a reçu mardi 7/10/2021, au siège de la coalition à Riyad, SE le commandant d'état-major général des armées mauritaniennes, le Lieutenant-Général Mohamed Weld Bembe Ould Makt. Il a également reçu mercredi 15/10/2021 SE le Brigadier Général Saeed bin Rashid Al Shehhi, commandant des forces terrestres des Émirats Arabes Unis et la délégation l'accompagnant.

Le secrétaire général a discuté avec les deux invités des moyens de coopération entre la Coalition, la République mauritanienne et les EAU. Au cours de la visite, les deux invités ont écouté une explication détaillée des efforts de lutte contre le terrorisme de la Coalition et les tâches qu'elle accomplit pour coordonner les efforts des États membres 🌸

LES FEMMES ET LE TERRORISME

Victimes ou Criminelles?

lutte contre l'extrémisme, le terrorisme et le takfirisme etc.).

soul rest in peace), for research, awareness, and education, especially in countering extremism, terrorism, and takfirism etc.).

وتنقيهاً وتنقيفاً، لا سيما في محاربة التطرف والإرهاب والتكفير... إلخ).



Ces dernières années, la présence de la femme dans le système terroriste et l'idéologie de l'extrémisme violent a émergé, et la femme s'y est retrouvée impliquée tout autant que l'homme. Le phénomène du terrorisme féminin est devenu flagrant en raison de la diversité des tâches féminines dans les organisations terroristes, que ce soit au niveau de la logistique, du recrutement, de la propagande, de l'espionnage ou de la mise en œuvre d'opérations suicide.

Vu l'importance de cette question, la CIMCT a organisé le jeudi 9 septembre 2021 à son siège à Riyad un symposium intitulé «Extrémisme violent et rôle négatif et positif des femmes», présenté par Dr Hayat bint Youssef Al-Sabiani, professeur adjoint des dogmes et des confessions à l'Université Islamique Imam Muhammad bin Saoud, et Mme Fatima bint Musleh Al-Qahtani, conseillère au Centre Roi Abdulaziz pour le dialogue national. Le symposium a été modéré par Mme Amal Al-Omari, directrice du Département général de la planification et de la coordination à la Coalition, en présence du secrétaire général de la CIMCT, le Major Général Pilote Muhammad bin Saeed Al-Moghidi, des délégués des États membres et du personnel de la Coalition.

Le symposium a abordé les raisons de l'implication des femmes dans le terrorisme et l'extrémisme violent, l'évolution de leurs tâches dans les organisations et groupes terroristes, les raisons qui les ont placées au premier plan des préoccupations de ces groupes, les risques les plus importants de leur adhésion et les méthodes et moyens les plus sûrs pour leur éviter de rejoindre ces organisations et s'impliquer dans le terrorisme et l'extrémisme violent.

Causes et motifs

Mme Fatima Al-Qahtani a abordé l'implication des femmes dans l'extrémisme violent à travers deux hypothèses : la première est que les femmes qui ont rejoint les organisations terroristes sont victimes de violence et de discrimination dans leur pays, et la seconde

est que les sociétés qui souffrent de chômage, ignorance, pauvreté et autres «épidémies sociales» apparaissent comme des sociétés répulsives envers à la fois les femmes et les hommes. Aussi, les chances de leur recrutement par les organisations extrémistes augmentent-elles. Les facteurs qui poussent les hommes à s'impliquer dans l'extrémisme violent sont partagés par de nombreuses femmes, qu'il s'agisse de facteurs psychologiques, politiques, religieux, sociaux ou économiques. Parmi les facteurs qui concernent les femmes, il y a :

- ▶ Violence à l'égard des femmes et violations de leurs droits, dont les exactions commises lors des conflits armés et les situations post-conflit ou de trouble.
- ▶ Viol que les femmes encourent : une étude menée par les Nations Unies montre que 39% des femmes participant à des activités terroristes ont été violées.
- ▶ Mariage forcé de filles mineures avec des extrémistes qui les forcent à rejoindre des groupes extrémistes. Au fil du temps, elles se retrouvent impliquées dans l'extrémisme violent.
- ▶ Exploitation de la passion intense des femmes, les études indiquant que 3000 femmes ont rejoint l'EI parmi 20 mille combattants étrangers ayant rejoint l'organisation terroriste.

Analyse de la réalité sur le terrain

Dr Hayat Al-Sabiani a analysé les causes de l'extrémisme des femmes en fonction de la réalité du terrain, comme l'ont révélé les pratiques de réadaptation et les dialogues sur le terrain avec des dizaines de femmes de différentes nationalités ayant rejoint les groupes terroristes. Elle a indiqué que la plupart des personnes qu'elle a interrogées ont confirmé qu'elles étaient dans une bonne situation sociale, mais le sens du devoir et des responsabilités religieuses était à l'origine de leur adhésion à des groupes extrémistes.

Al-Sabiani a classé les raisons de l'adoption par les femmes de l'extrémisme violent en motifs cognitifs, mentaux, psychologiques et économiques. Le problème cognitif se rapporte à l'ignorance des dispositions de la charia, de la jurisprudence des incidences, de la signification des textes religieux et des objectifs de la charia, cela étant valables pour les hommes et les femmes. Quant au problème mental, il ne se limite pas aux maladies mentales pouvant pousser vers l'extrémisme ou le crime, mais comprend aussi les perceptions mentales apparaissant sous la forme de convictions erronées indélébiles, telles que les croyances des Kharijites et des takfiris dans l'impossibilité que la foi s'affaiblisse ou que le croyant peut commettre des immoralités, de sorte que les gens sont pour eux de deux types seulement : un croyant ferme ou un infidèle sans foi.

Le problème psychologique va au-delà des troubles psychologiques qui peuvent pousser à l'extrémisme violent et porte sur la nature émotive de la femme qui affecte grandement ses décisions et ses choix, notamment : la passion, les émotions, l'enthousiasme, la précipitation, le besoin de sécurité, de protection et d'amour, le désir de prouver soi-même, et l'attachement à l'homme courageux qui ne craint rien pour l'amour de Dieu, une idée similaire à celle du Prince Charmant.

Le problème économique se rapporte au désir de prestige, d'argent et de souveraineté, et à la recherche de certaines libertés, ce qui est valable aussi pour l'homme.

Rôles des femmes

Concernant l'évolution du rôle des femmes dans les groupes terroristes, Mme Al-Qahtani a indiqué que ce rôle était initialement limité à la sphère privée en tant qu'épouse, mère, enseignante ou femme de foyer, avant qu'elle ne s'implique dans la perpétration d'actes terroristes. Une étude publiée aux États-Unis en août 2017 par le Centre de lutte contre le terrorisme au Collège Militaire de West Point montre que « les opérations suicides menées par Boko Haram reposent principalement sur des femmes, le nombre total de kamikazes envoyés par le groupe pour viser 247 cibles différentes, était de 434 personnes, dont 244 femmes kamikazes, soit 56%. L'Indice Mondial du Terrorisme a enregistré une augmentation du nombre d'attentats-suicides perpétrés par des femmes de 4 en 2013 à 22 en 2018, tandis que le même indice a enregistré plus de 300 attentats-suicides commis par des femmes entre 1985 et 2018.

Dr. Al-Sabiani a évoqué les rôles négatifs des femmes dans l'extrémisme violent comme de rejoindre les groupes terroristes et participer à leurs opérations, pousser des femmes, des parentes ou ses propres filles à adopter l'extrémisme. Certaines mères cachent au père les mauvais comportements de leurs enfants et l'empêchent de jouer son rôle dans l'éducation de ses enfants, au risque que cela évolue à l'adoption de l'extrémisme.

Pourquoi les terroristes ciblent-ils des femmes ?

Dr Al-Sabiani a énuméré les raisons pour lesquelles les femmes étaient au premier plan des préoccupations des groupes terroristes, dont notamment :

- ▶ Les femmes jouissent du soft pouvoir et peuvent obtenir ce qu'elles veulent en douceur. Dans de nombreuses sociétés, elles sont bien traitées et peuvent se soustraire aux inspections de sécurité, ce qui profite aux groupes terroristes.
- ▶ Exploitation des femmes sur le plan médiatique, les groupes extrémistes violents se présentant comme des partisans des causes féminines et propageant le modèle de femmes courageuses pour attirer les femmes à la recherche d'opportunités et pour prouver leurs compétences.

- ▶ Le mariage et la maternité pour assurer la pérennité de leur cause à travers les enfants qui naissent de parents extrémistes.
- ▶ Renforcer les effectifs du groupe, indépendamment du sexe et de la tranche d'âge de sorte que la femme (épouse) change de rôle, devient (combattante), et participe à la planification et à la mise en œuvre d'opérations terroristes.
- ▶ L'impact idéologique sur les autres femmes pour les pousser à adopter l'idéologie extrémiste, la femme agit ainsi en tant que déléguée ou ambassadrice de la pensée parmi les siennes.

La femme et la lutte contre l'extrémisme

Dr. Al-Qahtani a présenté l'importance du rôle de la femme dans la lutte contre l'extrémisme idéologique. Elle peut contribuer aux dialogues sur l'extrémisme violent et les moyens d'y faire face. Sa participation à la lutte contre l'extrémisme violent contribue à renforcer sa prise de conscience du danger de l'extrémisme violent et lui donne l'opportunité d'apprendre comment le combattre. La femme peut également participer efficacement à l'éducation et à l'immunisation de la société contre les dangers du terrorisme et de l'extrémisme en particulier parmi les femmes.

Dr. Al-Sabiani a mis l'accent sur le rôle préventif des femmes dans la lutte contre l'extrémisme violent dans plusieurs contextes : au niveau familial, le rôle de la mère est d'éduquer les enfants sur les plans idéologique, affectif et comportemental selon les principes de juste milieu, en surveillant leurs sources d'apprentissage, en les aidant à distinguer le bien du mal et en les formant aux moyens de vérifier si les informations sont correctes, de détecter les messages suspects et d'avoir en somme les compétences en matière de sécurité de l'information.

La mère peut jouer un rôle proactif dans la prévention de l'extrémisme et du terrorisme, en connaissant les caractéristiques psychologiques et mentales des enfants, en surveillant les transformations qu'ils subissent, en observant les signes précoces d'extrémisme sur eux, et en étouffant ces germes dans l'œuf. Ce rôle peut s'étendre aux lieux de travail et à la société entière.

Dans les établissements d'enseignement, les femmes peuvent contribuer à mettre en œuvre des programmes de sensibilisation préventive, inculquer les concepts de citoyenneté et de bienveillance, former à l'esprit critique et éviter les généralisations erronées.

Principales Recommandations

- ▶ Développer des stratégies pour soutenir les compétences féminines à faire face à l'extrémisme idéologique violent.
- ▶ Préparer des programmes éducatifs et des cours de formation pour présenter les droits des femmes et leur rôle dans la lutte et la prévention de l'extrémisme et du terrorisme.
- ▶ Utiliser les médias et les réseaux sociaux pour promouvoir la cohésion sociale, la tolérance et le pluralisme.
- ▶ Former les enseignantes par le biais de stages, d'ateliers et de panels de discussion, pour leur permettre d'acquérir les compétences nécessaires face aux idées extrémistes.
- ▶ Faire la lumière sur les causes féminines selon la vision islamique et les normes de modération et de tolérance, et dénoncer les allégations des groupes terroristes envers les femmes 🌸

"FORCE INTELLIGENTE"

Stratégie du Royaume de Bahreïn dans la lutte contre le terrorisme



■ Dr. Faleh ben Falihan Al-Ruwaili - Chercheur spécialisé dans les questions d'extrémisme, Bahreïn.

Le Royaume de Bahreïn a suivi face au terrorisme la stratégie de la «Force intelligente», mélange de soft power et de hard power, adoptée face à l'escalade des actes terroristes en 2013. La stratégie enchérit une dimension politique pour répondre aux enjeux nationaux dans le cadre institutionnel et tenir les gens à l'écart de la violence dans l'expression de leurs revendications et aspirations. Cette smart stratégie consiste en un mélange d'éléments, dont notamment :

Premièrement : la piste sécuritaire et juridique

Après l'escalade des actes terroristes, une session extraordinaire du Conseil National Bahreïni s'est tenue le 28 juillet 2013 pour lutter contre le terrorisme. Elle a émis des recommandations dont les plus importantes sont d'empêcher les sit-in, les marches et les rassemblements dans la capitale, en prenant des mesures juridiques contre les entités politiques

qui incitent ou soutiennent les actes de violence et de terrorisme et en accordant aux services de sécurité les pouvoirs nécessaires pour protéger la société contre le terrorisme, durcir les peines contre l'implication des enfants dans des actes terroristes et éviter les arrestations arbitraires.

La lutte sécuritaire contre le terrorisme au Bahreïn repose sur une structure législative intégrée. Une nouvelle section spécialisée dans les affaires de terrorisme a été fondée au ministère public, et une nouvelle loi antiterroriste a été promulguée en 2006.

L'année 2010 a été marquée par de nombreux succès dans la lutte contre le terrorisme, en raison de la décision du roi Hamad bin Issa Al Khalifa de réorganiser les responsabilités en matière de renseignement interne et de lutte contre le terrorisme relevant de l'Agence nationale de sécurité de Bahreïn, ce qui a conduit

au renforcement des capacités et à une coopération accrue entre les agences.

Bahreïn soumet ses mesures antiterroristes à un contrôle strict pour garantir le respect des droits de l'homme. En novembre 2011, la Commission d'enquête indépendante de Bahreïn a publié un rapport et le roi Hamad a introduit des amendements abolissant les pouvoirs d'arrestation et de détention.

Deuxièmement : lutter contre le financement du terrorisme

Le Bahreïn criminalise le financement du terrorisme conformément aux normes internationales, gèle les avoirs financiers suspects. La Banque centrale (BC) interdit aux institutions financières toute relation avec les entités soumises aux sanctions de l'ONU. Le Comité directeur de la BC élabore également les politiques de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (BCFT), met en

œuvre les recommandations du GAFI et revoit périodiquement les agréments des institutions financières pour s'assurer du respect des réglementations de la BC de Bahreïn en matière de BCFT.

Le Royaume de Bahreïn a œuvré activement à la lutte contre le FT et à combler les lacunes. Il a accueilli le Secrétariat général du GAFI pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (GAFIMENA), un organisme régional similaire au GAFI. En novembre 2017, l'équipe d'évaluation du GAFI a effectué une visite sur le terrain au Bahreïn pour recueillir des informations pour le deuxième rapport d'évaluation mutuelle. L'équipe a constaté que le Bahreïn a progressé dans ses enquêtes et poursuites liées au FT. En 2017, le Bahreïn a rejoint le Centre de ciblage du FT (TFTC), dont le siège est à Riyad, et l'Unité de Renseignement Financier de Bahreïn a adhéré au Groupe Egmont des unités de renseignement financier.

En 2015, le Bahreïn a organisé ou participé à plusieurs réunions axées sur la déstabilisation des systèmes de soutien financier aux entités terroristes. Il a envoyé une délégation aux réunions du Groupe de contre-financement de Daech à Rome, Djeddah et Washington. En avril 2015, il a accueilli le 8ème atelier de l'UE et du CCG pour lutter contre le FT. En novembre 2015, il a accueilli la «Conférence Bon Don», axée sur la lutte contre le FT à travers le secteur caritatif.

Le Royaume de Bahreïn est devenu membre du Groupe de financement anti-Daech (CIFG), a organisé un atelier anti-Hezbollah aux États-Unis et dans les pays du CCG en 2016 et participé à trois réunions du groupe en 2016.

Le 25/10/2017, le ministère bahreïni des AE a imposé des sanctions à plusieurs individus et entités associés à l'EI et Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique. Le 23 octobre 2018, des sanctions ont été imposées à plusieurs individus et entités associés aux Gardiens de la Révolution iraniens. Le 28 août 2019, le Bahreïn a condamné neuf personnes soupçonnées d'avoir reçu et transféré des fonds pour soutenir des activités terroristes et leur a infligé des amendes et des peines de prison allant jusqu'à six ans. Il a ajouté le Hezbollah de Bahreïn, Daech en Irak et en Syrie, l'Alliance de la Jeunesse du 14 février, les

brigades Al-Ashtar, les brigades de résistance populaire, les brigades Mukhtar et le Mouvement Liberté de Bahreïn à la liste du terrorisme.

Troisièmement : Partenariat communautaire

Comme les risques sociaux et culturels nécessitent l'établissement de partenariats entre les acteurs de la société, tels que le gouvernement, la société civile, les universités et les médias, le Bahreïn a mis en œuvre de nombreux programmes et activités communautaires, dont les plus importants sont :

1. Le programme de lutte contre les violences et la toxicomanie "Ensemble" mis en œuvre par la Police Communautaire dans des dizaines d'écoles ayant bénéficié à plus de 100.000 élèves.
2. La communication positive et l'interaction avec la société, effectuées par le Département médiatique du ministère de l'Intérieur à travers les médias de masse et les événements communautaires, le magazine «Sécurité» en arabe et en anglais, pour sensibiliser les lecteurs aux aspects sécuritaires, le magazine "Watani" promouvant les valeurs de loyauté à la patrie, également sur les réseaux sociaux et les sites Web, où le nombre d'abonnés des comptes du ministère de l'Intérieur atteint plus d'un demi-million d'abonnés.

Quatrièmement : Coopération régionale et internationale


Le Bahreïn travaille en étroite collaboration avec les partenaires régionaux et internationaux. Il a ratifié l'Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire en mars 2008 et le 30/12/2012 l'Accord de sécurité collective du CCG contre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme. Le Bahreïn a participé à la réunion du Groupe de travail contre le terrorisme et la sécurité des frontières entre les États-Unis et le CCG en août 2015 à Riyad. En 2016, le Bahreïn et les pays du CCG ont mené des efforts au sein de la Ligue Arabe et de l'OCI pour désigner le Hezbollah comme groupe terroriste. La même année, le Bahreïn a participé à un exercice multilatéral antiterroriste (Sécurité du Golfe Arabe¹) et aux opérations de la Coalition dirigée par le Royaume d'Arabie Saoudite contre al-Qaïda dans la Péninsule Arabique et contre les Houthi au Yémen.

Cinquièmement : lutte contre l'extrémisme

Le Ministère de la justice et des affaires islamiques dirige les efforts du Gouvernement du Royaume de Bahreïn pour lutter contre l'extrémisme et l'extrémisme violent. Il organise régulièrement des ateliers et des cours pour les érudits religieux des sectes sunnite et chiite, traitant de l'extrémisme, de ses effets et des moyens de le prévenir. Il a également procédé à un examen des programmes d'études islamiques dans les écoles. En 2016, le gouvernement bahreïni a commencé à formuler une stratégie nationale de lutte contre l'extrémisme violent conforme au Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent et établi de nombreuses institutions gouvernementales et organisations non gouvernementales (ONG). Il a lancé depuis cette année des programmes ciblant les jeunes issus de groupes de population vulnérables pour prévenir l'extrémisme et réhabiliter et intégrer dans la société les prisonniers ayant des opinions extrémistes.

En 2017, le Bahreïn a promulgué la loi sur les peines alternatives, qui vise à réduire les peines pour les délits mineurs pouvant conduire à l'extrémisme et à la violence. En mars 2019, il a lancé le «Plan national pour renforcer l'esprit d'appartenance» dans le cadre des efforts nationaux visant à renforcer la citoyenneté, la loyauté et l'esprit d'appartenance à la patrie.

Résultats des stratégies de traitement

La stratégie intelligente mise en œuvre par le Royaume de Bahreïn pour lutter contre le terrorisme a obtenu des résultats positifs, tels que : le démantèlement de nombreuses cellules terroristes au cours des dernières années, dont une cellule de 14 membres formée par les Gardiens de la Révolution iraniens en février 2017, une autre cellule de 10 personnes dont une femme, affiliée aux Brigades Al-Ashtar en août 2017, et une cellule de 18 personnes affiliées aux Brigades Qassem Soleimani en 2020. Le taux d'émeutes traditionnelles qui nuisaient aux citoyens et aux résidents, ainsi qu'aux agents de l'ordre, a également diminué 

MÉDIAS ET TERRORISME: VISIONS AMBIGUËS



■ Karim Shafiq Mohammed - Journaliste égyptien

Les médias, sous leur forme moderne, à travers les médias électroniques, sont devenus une opportunité vitale pour les courants extrémistes et takfiri, dans leur quête continue de créer des environnements incubateurs pour leurs idées fondamentalistes. Les plates-formes de propagande de toutes sortes sont importantes pour ces groupes, et servent leurs objectifs politiques, idéologiques et méthodologiques. Parmi ses objectifs directs figurent le recrutement d'individus et l'acquisition de sympathisants, ainsi que le ciblage intellectuel et politique des partis d'opposition qui s'opposent à leurs pratiques agressives et leurs attaques terroristes armées.

Exploitation des médias

L'un des objectifs indirects des courants extrémistes médiatiques est de diffuser leurs idées dans de vastes vecteurs de la société, transmettre leurs informations et expériences politiques et organisationnelles et établir des liens avec des groupuscules similaires ou différents, ce qui rend leurs propres discours ouverts au grand public et au débat, et gagnent en légitimité plutôt que subir l'exclusion et l'anathème.

Diverses organisations takfiri, comme L'EI (Daech) et Al-Qaida, ont su exploiter les outils médiatiques influents et complexes, les utiliser au mieux, et obtenir des résultats substantiels, dont le plus important est la mondialisation du terrorisme. Les groupes terroristes, en particulier Daech, ont attaché une grande importance aux médias et ont profité des grands progrès techniques pour utiliser les réseaux intelligents en ligne et se forger une image barbare de propagande. Ils ont pris pied dans toutes les applications électroniques, les téléphones intelligents, les médias modernes et les sites sociaux à travers lesquels ils lancent d'énormes campagnes médiatiques. Les médias, tous types et sources confondus, sont devenus une arme idéologique entre les mains des terroristes, avec laquelle ils réalisent les mêmes résultats destructeurs que les armes physiques.

Les courants terroristes ont exploité les libertés médiatiques dans les pays occidentaux pour promouvoir leurs idées politiques et idéologiques et justifier leurs opérations agressives. Ils ont pu ainsi gagner en popularité et se faire une réputation, au point de paraître parfois opprimés et persécutés et manipuler parfois à leur insu les médias adverses au service du takfirisme et des objectifs de la propagande extrémiste.

Les courants radicaux terroristes ne se soucient pas que leurs opérations bénéficient d'une large couverture médiatique mais utilisent en permanence les médias pour justifier leur idéologie et leurs approches, et diffuser divers messages qui sèment la terreur et la panique parmi le public à travers des scènes cruelles et sanglantes.

Al-Qaïda et à l'Etat islamique possèdent des sociétés médiatiques, des agences de presse, des plateformes audiovisuelles, des publications et des radions qui diffusent leurs idées et les détails de leurs opérations terroristes pour gagner du soutien et s'attirer des partisans et des sympathisants. Les médias terroristes visent à toucher l'opinion publique, propager leurs pensées et fournir aux courants takfiri un important moyen de communication confidentielle, leur permettant de fabriquer des armes et des explosifs et d'obtenir des dons de tous les pays du monde.

Dr. Nabil Abdel-Fattah, chercheur spécialisé dans les affaires d'extrémisme, a indiqué dans une étude intitulée «Visions Ambigües, Médias et Terrorisme» que le but des organisations politiques fondamentaliste qui pratiquent la violence et le terrorisme est de véhiculer leurs convictions politiques, religieuses, ethniques ou nationales à l'opinion publique de leurs pays et du monde, à leurs membres dans les centres de détention ou les prisons, et aux administrations politiques des grands pays.

Vague terminologie

L'imprécision du concept de terrorisme conduit à y incorporer divers actes de violence sociaux, politiques, religieux et sectaires.

Les mouvements de protestation avec leurs convictions politiques et religieuses peuvent parfois être intégrés au concept de terrorisme. La généralité du terme terrorisme donne aux agences de sécurité, aux médias et à la classe politique une grande flexibilité pour inclure toute source de menace sécuritaire ou politique émanant de groupes illégaux dans la liste des organisations pratiquant la violence et le terrorisme. L'ambiguïté du terme «terrorisme» conduit à dissimuler les descriptions scientifiques correctes et précises des groupes de violence politique et sociale aux visages sectaires et religieux, sans compter que la condamnation de l'idéologie extrémiste et des actes de violence conduit à un type de contre-violence verbale.

Le discours médiatique souffre d'ambiguïté et de carence liées au niveau de connaissance des groupes fondamentalistes, de leurs systèmes et références intellectuelles, et de leur développement méthodique et structurel. Dans de nombreux cas, l'utilisation par les courants takfiri des médias vise à réaliser des revendications politiques spécifiques, comme de libérer leurs membres en prison, obtenir une rançon ou répondre à la demande d'un groupe, comme c'est le cas lors des enlèvements de touristes étrangers.

Critiques et objections

Certains médias occidentaux ont été critiqués pour avoir aidé à réaliser les objectifs des opérations terroristes et violentes auprès du grand public, enfants, femmes, politiciens, écrivains et religieux.

Ce point de vue est soutenu par le chercheur Muhammad Al-Sammak, qui précise dans son livre «Terrorisme et violence politique» qu'il existe une corrélation problématique entre les médias et le terrorisme. Chaque partie atteint certains de ses objectifs fonctionnels, professionnels et politiques, en une sorte de chevauchement entre elles. C'est ce qu'affirme l'historien et homme politique Walter Laqueur qui dit que le journaliste est le meilleur ami du terroriste, expression similaire de l'un des leaders d'Al-Qaïda, pour qui l'organisation terroriste gagne la moitié de la bataille grâce au suivi médiatique.

Selon l'Indice Mondial de Terrorisme, les Européens passent moins de temps que les autres en ligne. 56% des Européens de l'Ouest utilisent la plate-forme Facebook contre 68% des Européens du Nord. 30% des Européens de l'Ouest utilisent Instagram contre 40% des Européens du Nord et 10% des Européens de l'Ouest jouent en ligne contre 18% des Nord-Américains.

Selon le rapport de l'ONU, entre janvier et avril 2020, INTERPOL a surveillé environ 907.000 courriers indésirables, 737 incidents causés par des programmes malveillants et 48.000 liens vers des adresses de sites Web malveillants, tous liés au (Covid-19). INTERPOL a collecté ces données sur la base d'une enquête menée entre avril et mai dans 194 pays membres. 48 pays ont répondu, dont 42 % en Europe, 19 % en Asie, 17 % en Afrique, 12 % en Amérique et 10 % au Moyen-Orient.

Le chercheur Nabil Abdel-Fattah indique que Daech a utilisé les médias sociaux et dispose de capacités techniques lui permettant de manoeuvrer en cas d'interdiction, de blocage, de suppression du contenu multimédia qu'il diffuse en ouvrant de nouveaux comptes sous des pseudonymes.

Risque de violence

La violence sous ses diverses formes symboliques, matérielles, verbales et rhétoriques fait partie intégrante des champs politiques, religieux, intellectuels, sociaux et culturels des sociétés humaines, entraînant différents types complexes d'exclusion sociale, nationale, linguistique, religieuse, nationale, sectaire, ethnique et régionale.

L'exclusion politique, culturelle et religieuse conduisent à l'accumulation de frustrations et à un sentiment accru d'injustice et de haine. Cette frustrante peut, à un stade de son développement, générer des motivations agressives pouvant s'extérioriser dans diverses manifestations de protestation, rébellion ou terrorisme, ciblant les symboles religieux, ou les intérêts économiques d'un État, d'un groupe ethnique, national ou linguistique, ou bien des dirigeants politiques, écrivains, journalistes et créateurs, ou des personnes ordinaires qui deviennent des cibles humaines d'actes de violence et de terrorisme visant à semer la terreur et la panique.

Danger médiatique

L'historien Laqueur corrobore ce que dit le spécialiste de la communication Marshall McLuhan: "Sans communication, il n'y aura pas de terrorisme". Cette vision commune trouve que les médias justifient, soutiennent et légitime le terrorisme.

Selon l'analyse menée par Michael Jeter, professeur d'économie et de finance à l'Université Yvette de Medellin, en Colombie, d'un échantillon de plus de 60.000 attentats terroristes, entre 1970 et 2012, le monde «a connu une augmentation terrifiante du nombre d'attaques terroristes». La base de données mondiale sur le terrorisme a enregistré environ 1395 attaques en 1998, et ce nombre a doublé au cours des dernières décennies, atteignant près de 8441 en 2012.

Jeter pense que les organisations terroristes reçoivent une large couverture médiatique et que le terrorisme est partout à la télévision, aux journaux et à la radio, sachant que les terroristes ont besoin de suivi médiatique pour diffuser leur message, semer la peur et recruter des partisans. Une attaque commise dans un pays multiplie le nombre d'attaques dans ce même pays de 11 à 15 %. Les résultats indiquent la nécessité de réduire la couverture d'actes de terrorisme car cela conduit à la diminution des attaques. Jeter ajoute : Nous devons peut-être repenser le suivi médiatique qui provoque le terrorisme et cesser de fournir aux terroristes une plate-forme médiatique gratuite. Le suivi médiatique d'autres événements qui causent plus de dégâts dans le monde ne doit pas être négligé au détriment de la frénésie médiatique à débattre les crimes terroristes.

En Irak, la couverture médiatique établit une image sectaire dont profitent les courants takfiri. Ce traitement sectaire basé sur les dichotomies ethniques, nationales et sectaires, augmente les tensions et la sensibilité entre les composantes sociales.

Toutes les institutions médiatiques officielles et privées doivent être conscientes des effets négatifs de leur couverture médiatique d'actes terroristes violents, corriger le cours des choses et empêcher les terroristes d'atteindre leurs objectifs de près ou de loin. Les gouvernements devraient prêter attention à la censure des médias, surveiller les activités des médias terroristes et prendre les mesures qui limitent et escamotent leur propagande 🌸

NOTRE MONDE JUSQU'EN 2040

Conflits, pressions démographiques, dégradation de l'environnement et divers griefs exploités par les terroristes



■ Comité de Rédaction

Le rythme des changements qui balaient notre monde s'accélère, ce qui rend plus difficile l'anticipation de son avenir, l'ampleur, la vitesse et la portée des changements sont sans précédent, et leurs résultats ne peuvent pas être connus avec précision, mais cela n'a pas empêché les centres de renseignement de chercher à tracer les caractéristiques de ces changements et à présenter les moyens de s'y préparer.

Le rapport "Tendances Mondiales 2040" (Global Trends 2040), publié par le Conseil National du Renseignement aux États-Unis d'Amérique tous les quatre ans, depuis 1997, est l'un des rapports distingués parus cette année. Le rapport se fonde sur deux principes de base : identifier et évaluer les forces générales qui façonnent l'environnement stratégique futur et explorer comment les dirigeants et les populations réagissent à ces forces. Les analyses du rapport se divisent en trois sections : la première section explore les forces structurelles dans quatre domaines principaux : démographie, environnement, économie et technologie; domaines clés pour façonner l'avenir, de portée relativement mondiale et pour lesquels les prédictions peuvent être faites avec un degré de confiance raisonnable sur la base des données disponibles.

La deuxième section examine comment ces forces structurelles interagissent pour influencer les macro-activités émergentes à trois niveaux d'analyse : individus et société, États et système international.

La troisième section identifie plusieurs incertitudes clés et les utilise pour envisager cinq visions futures du monde en 2040. Ces scénarios ne sont pas destinés à être des "prophéties", mais sont destinés à élargir le champ des probabilités, en explorant différentes combinaisons de la façon dont les forces structurelles, les mouvements émergents et les incertitudes clés fonctionnent.

Avenir du terrorisme

Le rapport s'attend à ce que les groupes terroristes continuent d'exploiter la fragmentation sociétale et la faiblesse de la gestion pour réaliser leurs vues et accéder au pouvoir par la violence. Au cours des vingt prochaines années, le rapport prédit que les conflits

régionaux et locaux, les pressions démographiques, la dégradation de l'environnement et le déclin démocratique exacerberont probablement les griefs politiques, économiques et sociaux que les terroristes ont longtemps exploités pour gagner des partisans et trouver des refuges sûrs pour s'organiser, s'entraîner et comploter. Ces facteurs varieront en intensité et en effets selon les régions et les pays. La migration interne de la campagne vers la ville pourra mettre à rude épreuve les ressources des États et réduire les efforts mondiaux et nationaux de lutte contre le terrorisme. Il est probable que les groupes terroristes fondés sur des principes religieux seront plus importants et plus nombreux, représentant la plus grande menace au-delà des frontières et des nationalités car ils bénéficient d'une référence idéologique solide et de la capacité d'exploiter des territoires non ou mal contrôlés par les gouvernements, notamment en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie du Sud.

Les terroristes de « droite » et de « gauche » qui promeuvent le racisme, l'écologie et l'anti-gouvernement devront prospérer en Europe, Amérique Latine, Amérique du Nord et peut-être dans d'autres régions.

Les groupes rebelles exploiteront les conflits sectaires pour promouvoir le terrorisme. Certains d'entre eux se désintègreront et d'autres gagneront en force.

Bien que certains groupes aspirent à lancer des attaques transfrontalières la plupart des attaques seront menées par des groupes locaux contre des cibles locales pour atteindre des objectifs locaux.

Les efforts du Hezbollah iranien et libanais augmenteront la menace d'attaques disproportionnées contre les intérêts des États-Unis, d'Israël et les pays du Moyen-Orient.

Tactiques des terroristes et forces antiterroristes

Il est probable que la plupart des attaques terroristes au cours des 20 prochaines années continueront à utiliser des armes similaires à celles actuellement disponibles, telles que les armes légères et les engins explosifs improvisés facilement accessibles et fiables.

Cependant, les avancées technologiques telles que l'intelligence artificielle, la biotechnologie et l'Internet des objets peuvent offrir aux terroristes des opportunités de lancer des attaques de grande envergure en développant de nouvelles méthodes d'attaque plus transfrontalières.

Les terroristes chercheront également à avoir des armes de destruction massive et des armes avancées pour lancer des attaques horribles. Daech en Irak et en Syrie avait lancé des attaques au gaz moutarde et utilisé des drones à grande échelle, tout comme les militants soutenus par l'Iran. Des véhicules autonomes guidés à l'aide de systèmes d'IA peuvent permettre à un seul terroriste de viser des dizaines de cibles. Les progrès technologiques peuvent permettre d'avoir des camps terroristes virtuels de formation.

En contrepartie, les innovations technologiques renforcent les capacités des gouvernements locaux à combattre les terroristes, en augmentant considérablement le volume et le type de données qu'ils collectent et qu'ils trient. Les progrès d'identification et d'analyse biométriques de la vidéo et des métadonnées en plein écran permettront aux gouvernements d'améliorer leurs capacités à identifier et localiser les terroristes. Le développement des capacités de frappe de précision à longue portée pourrait miner les refuges terroristes hors de portée des forces de police ou d'infanterie.

Remodeler le paysage antiterroriste

Le rapport estime que le changement dans le mouvement et l'activité de la force internationale, en particulier dans le sillage de la montée de la Chine et la concurrence aux superpuissances, remettra en cause les efforts de lutte contre le terrorisme menés par les États-Unis, et pourra rendre plus difficile d'établir des partenariats bilatéraux, ou une coopération multilatérale, concernant les efforts de collecte de données sur les passagers pour empêcher les terroristes de traverser les frontières et d'entrer dans de nouvelles zones de conflit. Les pays pauvres sont susceptibles de souffrir de menaces intérieures, en particulier si l'assistance internationale pour lutter contre le terrorisme est limitée. Certains pays confrontés à des menaces existentielles, telles que des insurrections dans lesquelles des terroristes sont actifs, peuvent choisir de signer des pactes de non-agression qui laissent les terroristes libres de s'organiser à l'intérieur de leurs frontières, tandis que d'autres pays seront contraints de se soumettre à la domination terroriste sur de grandes parties de leur territoire.

Les groupes terroristes peuvent devenir de plus en plus présents parmi d'autres acteurs non étatiques dans les conflits, tels que les entreprises privées et les mercenaires. Cela peut inclure certains conflits entre États et des interventions internationales dans des conflits locaux. Davantage d'agents armés, d'entreprises militaires privées et d'organisations terroristes, en tant qu'agents et entreprises du secteur privé, peuvent réduire le coût d'équipement des unités spécialisées pour lutter contre ces conflits et trouver de la main-d'œuvre dans les pays en déclin démographique. Certains groupes peuvent atteindre leurs objectifs plus rapidement en utilisant moins de forces et des techniques asymétriques. La Russie a utilisé des groupes et agences privés dans les conflits en Libye et en Syrie, et des entreprises privées ont fourni un large éventail de services logistiques aux forces de la coalition en Afghanistan, en Irak et dans d'autres pays.

Défis mondiaux

Le rapport analyse les défis mondiaux communs, y compris le changement climatique, les maladies, les crises financières, les transitions technologiques et les perturbations qu'elles provoquent, et prédit qu'ils apparaîtront fréquemment et intensément

partout, produisant des pressions généralisées sur les nations et les sociétés, ainsi que des chocs potentiels.

Les effets du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sont susceptibles d'exacerber l'insécurité alimentaire et hydrique dans les pays pauvres, d'augmenter les migrations, de créer de nouveaux problèmes de santé et de provoquer une perte de biodiversité. La difficulté de relever ces défis transfrontaliers est exacerbée par la fragmentation croissante au sein des sociétés, des États et du système international, même si le monde est devenu plus connecté grâce aux technologies de communication, au commerce et à la circulation des personnes. Cette connexion aidera à produire de nouvelles compétences, plus de commodités et à améliorer le niveau de vie, mais elle créera et exacerbera également les tensions à tous les niveaux, des sociétés divisées sur les valeurs et les objectifs fondamentaux, aux régimes usant de l'oppression numérique pour contrôler les populations.

Malheureusement, l'ampleur des défis transnationaux dépasse la capacité des systèmes et structures internationaux existants à faire face aux défis et aux besoins. La pandémie du COVID-19 a fourni un exemple frappant des faiblesses de la coordination internationale et les futurs défis sanitaires.

Au niveau des pays et des sociétés, il existe probablement un écart persistant entre les besoins des gens et les capacités des gouvernements et entreprises. En raison de ce déséquilibre, les anciens systèmes, les institutions et les pratiques bureaucratiques, seront instables et dans certains cas affaiblis.

De nombreuses sociétés seront de plus en plus divisées sur les affiliations identitaires et les relations entre les sociétés et les gouvernements seront mises à rude épreuve, alors que les États luttent pour répondre aux demandes constantes des populations. La politique des États sera plus volatile et controversée et aucune région, idéologie ou système de gouvernance ne sera probablement épargné par les changements et modifications futurs, ou aura les réponses pour un avenir plus stable.

Structure des forces

- ▶ Le ralentissement de la croissance démographique mondiale et l'augmentation de l'espérance de vie aideront certaines économies en développement, mais le vieillissement rapide et la diminution des populations affecteront de nombreuses économies avancées, et il sera difficile de tirer parti ou sauvegarder les progrès réalisés dans les domaines de l'éducation, santé et réduction de la pauvreté au fil des décennies.
- ▶ Le changement climatique exacerbera considérablement les risques pour la sécurité humaine et nationale et obligera les États à faire des choix. Les charges seront réparties de manière inégale, accentuant la concurrence, contribuant à l'instabilité et encourageant les mouvements politiques.
- ▶ Les tendances économiques mondiales façonneront les conditions à l'intérieur et entre les pays. Les caractéristiques les plus importantes de ces tendances sont : dette nationale élevée, environnement commercial plus complexe et fragmenté, propagation du commerce mondial des services, nouvelles perturbations de l'emploi et augmentation continue des entreprises puissantes.
- ▶ Le rythme et la portée des développements technologiques augmenteront, l'expertise et les capacités humaines seront transformées, de nouvelles tensions et turbulences seront créées pour tous les acteurs. La concurrence mondiale augmentera concernant les éléments essentiels de la suprématie technologique 🌐

En collaboration avec l'Académie Financière La CIMCT organise un programme de formation sur les risques de financement du terrorisme



La CIMCT a organisé à Riyad en coopération avec l'Académie Financière de Riyad, un programme de formation intitulé : (Risques et financement des crimes terroristes et opérations de blanchiment d'argent et moyens de les contrer), en deux phases, la première le 10 et 11 août 2021 et la deuxième le 12 et 22 septembre 2021.

Le programme présenté par Dr Alaa Al-Din Al-Jazouli, professeur à l'Université islamique de Médine visait à introduire le concept de financement du terrorisme (FT) et de blanchiment de capitaux (BC) et expliciter leurs dangers et leurs effets négatifs sur la société, à tous les niveaux, et notamment sur le plan économique et social. La session focalise également sur les indicateurs de suspicion du FT et du BC, les méthodes de lutte contre ces deux fléaux, et les efforts et initiatives régionaux, nationaux et internationaux déployés dans cette perspective.

Le programme a également abordé les risques d'exploitation des organisations caritatives dans les opérations de FT et BC, et les procédures proposées pour réglementer le travail des organisations caritatives, dont le renforcement des aspects juridiques et financiers et de contrôle et supervision pour lever tout soupçon d'implication dans des activités illégales.

Le programme a présenté les moyens de détecter le FT, les indicateurs qui aident à ce repérage et la stratégie de surveillance adoptée pour lutter contre cet acte illégal, avec ses trois axes relatifs à l'identification et l'évaluation des risques de FT, la détermination de la contribution des autorités de contrôle et de surveillance à vérifier la conformité des institutions financières et commerciales et à mettre en place un système d'audit interne portant sur le suivi des exigences de base disponibles dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et son financement, et la révision de ces systèmes périodiquement en vue d'en découvrir les défaillances et de les renforcer, et vérifier l'étendue de l'engagement à l'application de ces systèmes.

Le stage a analysé les risques économiques, politiques, sociaux et sécuritaires du BC et les moyens de les combattre. Quant aux risques économiques du BC, ils comprennent les déficiences économiques, l'instabilité, l'inflation aiguë, le faible revenu national, les fluctuations des prix dans les bourses mondiales et l'at-

teinte à l'image des marchés financiers locaux et internationaux. Les risques sociaux du blanchiment comprennent l'augmentation des taux de chômage, les faibles niveaux de vie et l'augmentation des taux de criminalité et de corruption. Les risques politiques et sécuritaires apparaissent dans l'émergence de gangs spécialisés dans les délits de BC, la corruption des structures gouvernementales et l'infiltration de leurs systèmes et infrastructures.

Le programme a passé en revue les méthodes de BC à travers les institutions financières non bancaires, comme les bureaux de transfert d'argent, les sociétés de change, les compagnies d'assurance et les courtiers en valeurs mobilières. Il a fourni des modèles et des exemples pour chaque méthode.

Le cours a évoqué de même les méthodes de blanchiment par le biais d'entreprises et de professions non financières, telles que le commerce d'objets de valeur comme les métaux précieux, les bijoux, les antiquités, ou le travail des comptables, des commissaires aux comptes, des avocats et des agents du secteur immobilier, ainsi que les agences de tourisme et de voyage, les concessionnaires automobiles et les salons de location.

Le formateur a détaillé les modalités de lutte contre le BC et le FT, selon l'approche d'évaluation des risques inscrite dans les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI), sur les différents aspects de lutte, dont l'identification des risques, grâce au suivi méticuleux, à l'élaboration de politiques appropriées, de systèmes de justice pénale et de finances et la promotion de la transparence et de la coopération internationale. Le stage a mis l'accent aussi sur d'autres cadres internationaux de lutte contre le BC et le FT autres que le GAFI, tels que : le Groupe Egmont des Cellules de Renseignement Financier, le Comité de Bâle pour le contrôle bancaire, la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International et les directives du groupe de Wolfsberg de l'Union européenne (la première directive publiée en 1991, la deuxième en 2001 et la troisième en 2005).

Enfin, le programme s'est penché sur les efforts des pays arabes et islamiques et leurs initiatives positives lancées dans le domaine de lutte contre le FT et le BC et la nécessité de les développer en permanence à travers la gouvernance durable 🌸

Les délégués du Nigéria entament leur mission au siège de la CIMCT



Les délégués de la République Fédérale du Nigéria ont entamé leur mission au siège de la CIMCT à Riyad lundi 6/9/2021 rejoignant les délégués de 25 Etats membres de la Coalition.

Le Secrétaire général désigné, le major-général pilote Muhammad Al-Moghidi, a souhaité la bienvenue aux délégués Nigériens,

soulignant le grand rôle qui leur incombe de réaliser les objectifs de la Coalition et mettre en œuvre ses initiatives d'anti-terrorisme.

La CIMCT comprend 41 États membres qui coordonnent leurs efforts antiterroristes et soutiennent les efforts internationaux visant à maintenir la paix et la sécurité internationales 🌸

Le secrétaire général de la CIMCT visite l'état-major de l'armée koweïtienne et le ministère de l'Information



SE le chef d'état-major général de l'armée koweïtienne, le lieutenant-général Khaled bin Saleh Al-Sabah, a reçu lundi 30/8/2021 au quartier d'état-major koweïtien au Koweït le Secrétaire général désigné de la CIMCT, le Major-général Pilote Muhammad bin Saeed Al-Moghidi.

Les deux parties ont discuté de la coopération entre la Coalition et l'État du Koweït sur des questions d'intérêt commun. Le général Al-Moghidi a donné un aperçu des efforts de la Coalition dans la lutte contre le terrorisme indiquant que la CIMCT cherche à ren-

forcer la coopération entre les États membres, en s'appuyant sur les valeurs de légitimité, d'indépendance et de coordination, et veille à ce que l'action des Etats de la Coalition dans la lutte contre le terrorisme soit compatible avec les lois internationales.

Le major-général Al-Moghidi a également visité le siège du ministère koweïtien de l'information, le mercredi 1/9/2021 et rencontré SE Faisal Al-Mutalqam, sous-secrétaire adjoint du ministère de l'Information pour l'information externe et les hauts responsables du ministère 🌸

LA CIMCT CÉLÈBRE LA 91ÈME JOURNÉE NATIONALE DU ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE



La CIMCT a célébré à son siège à Riyad la 91ÈME Journée nationale du Royaume d'Arabie Saoudite, en présence du secrétaire général, du commandant militaire, des délégués des États membres et du personnel de la Coalition.

Le délégué du Royaume à la Coalition, le Major-Général Dhafir Al-Shehri a prononcé un discours dans lequel il a passé en revue les réalisations du Royaume aux niveaux national, régional et international, et son rôle de premier plan dans l'économie mondiale, au service des musulmans et des deux Saintes Mosquées, et dans la création de l'OCI et de la Ligue du Monde Islamique. Al-Shehri a salué le rôle saoudien dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme en créant la CIMCT, en combattant le terrorisme, en

réfutant les discours de haine et en coordonnant les efforts de l'antiterrorisme et de l'extrémisme violent. SE a dit : "Le Royaume est aujourd'hui conformément à la Vision 2030 du Royaume un modèle de modernisation, de développement et de progrès, au service des citoyens et des résidents dans tous les domaines : social, éducatif, sanitaire et sécuritaire."

L'audience a adressé au Serviteur des Deux Saintes Mosquées le Roi Salman bin Abdulaziz, et à SAR le Prince Muhammad bin Salman, Prince Héritier, Vice-président du conseil des ministres et Ministre de la Défense ses meilleures félicitations à cette occasion 🌸

La CIMCT participe à la Foire internationale du livre de Riyad 2021

La CIMCT participe à la Foire internationale du livre de Riyad 2021, qui se tient 1er octobre 2021 durant 10 jours.

Le pavillon de la CIMCT comprend des échantillons de ses publications qui mettent en lumière ses quatre domaines d'action : idéologique, médiatique, militaire et lutte contre le financement du terrorisme, tels que son magazine trimestriel (Althlounf) publié en arabe, anglais et français, qui traite des aspects cognitifs, intellectuels et médiatiques liés à la lutte contre le terrorisme; son Bulletin mensuel (Mutahalifun), également publié en arabe, anglais et français, et qui traite les développements nationaux, régionaux et mondiaux dans la guerre contre le terrorisme; sa brochure mensuelle (Critique de Livre) qui passe en revue les livres et études spécialisés dans les questions de terrorisme; et sa brochure (Rapports Internationaux) qui présente des rapports publiés par les organismes internationaux et les centres de recherche sur les questions de terrorisme.

Le SG désigné de la CIMCT, le Major-Général Pilote Muhammad bin Saeed Al-Moghidi, a indiqué que la participation à cette foire traduit l'importance du rôle idéologique qu'assume la Coalition dans la lutte contre le terrorisme.

La foire se tient sous le patronage du Serviteur des Deux Saintes Mosquées, le roi Salman bin Abdulaziz, à la Façade de Riyad, avec la participation des plus importantes maisons d'édition du monde. Supervisé par l'Autorité de la littérature, de l'édition et de la traduction, le salon couvre 16 secteurs culturels et aura l'Irak pour invité d'honneur cette année 🌸

